



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/La-rancon-de-l-industrialisation>

NOTRE DOSSIER : Economie et écologie

La rançon de l'industrialisation pour le profit.

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1978 - N° 755 - avril 1978 -

Date de mise en ligne : lundi 1er septembre 2008

Date de parution : avril 1978

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Sous ce titre, un groupe d'écologistes indépendants nous fait part de ses réflexions sur la société industrielle et propose ses solutions à la crise actuelle. Ce sont ces solutions qui ont manqué aux écologistes, d'où leur échec face au public électoral.

La mort dans notre assiette, dans ce que nous buvons, dans l'air que nous respirons ; les écosystèmes détruits, la terre devenant invivable, un environnement irrémédiablement dégradé. A dire d'experts, cette perspective, à peine futuriste, exprimerait la rançon de l'expansion, de l'industrialisation dans laquelle nous serions irrévocablement engagés.

Une chose est certaine : en dépit de sa science et de sa technique, l'homme ne sera bientôt plus en mesure de corriger, ni globalement, ni coup par coup, les déséquilibres écologiques engendrés par des pollutions dont on persiste à traiter les effets sans en dénoncer et combattre les causes. A l'origine des pollutions : les exigences du profit, celles de la société de l'argent et de ses gaspillages.

Cette civilisation industrielle qui nous est imposée au nom de l'expansion, du plein emploi et du profit, sans autre finalité que d'alimenter le commerce du crédit, coûte horriblement cher et les nuisances qu'elle engendre lui assignent des limites.

C'est dire que les esprits devraient être mûrs bientôt pour considérer autrement que la manière d'un passe-temps, la recherche d'un modèle économique vraiment novateur. En fait, cette recherche prend place désormais parmi les tâches prioritaires, comme la plus urgente.

QUALITE DE LA VIE

Dressons le bilan de ce que nous apporte aujourd'hui la civilisation du profit.

Bruit, pollutions tous azimuts, nourritures frelatées, fruits sans saveur, endettement perpétuel pour la majorité des ménages, affres des échéances, criminalité croissante, agressions publicitaires, allongement de la durée des transports, cadences de travail, dépeuplement rural, migrations, chômage, béton remplaçant les arbres, circulation dense, 300 000 blessés chaque année sur nos routes, un million d'accidents du travail.

Personne ne connaît plus personne. Commerçants et acheteurs s'éloignent. Chaque jour s'allonge la liste de nourritures devenues inabordable aux budgets modestes. Des centaines de milliers de jeunes ménages ont besoin d'un logement décent. Des grèves, des mécontents, des révoltes partout.

Tout devient hors de prix : voyages, distractions, livres, réparations. Plus on augmente les salaires et moins il en reste : impôts, taxes, assurances, cotisations, intérêts d'emprunts, contraventions, charges, pourboires, frais de scolarité, parkings, péages et profits en l'absence d'autorité la majeure partie de la paie. Théâtre, cinéma, restaurant sont du luxe.

La forêt est sacagée, les plaines sont polluées, les sites et la nature massacrés. Le monde est rempli d'éclopés, de voisins hargneux, de navrés, de dingues, de malades de toutes sortes. Les jeunes ont perdu le respect de la liberté du prochain le sens de l'honnêteté, celui de la communauté.

Ils veulent de l'argent, beaucoup, et tout de suite.

On impose à chacun mille formes d'assurances qu'il est tenu de souscrire, sous peine d'être exposé aux pires calamités. Pourtant, la meilleure des assurances n'est-elle pas l'entraide communautaire, cette entraide que rejette l'économie mercantile où tout doit nécessairement s'acheter et se vendre pour que des parasites ou des coquins tirent profit de vos malheurs ?

La scène politique retentit d'invectives que se lancent à la tête les partis se disputant le Pouvoir. La politique dite de droite encourage et favorise le profit maximum et, à travers lui, ceux qui ont licence d'en tirer pour eux l'essentiel. La politique de gauche vise à atténuer cette accumulation, à réduire les inégalités sociales. Elle cherche à compenser les aléas de l'existence, à minorer la part de

La rançon de l'industrialisation pour le profit.

la chance. Or, qu'est-ce qui est en cause ? C'est l'exploitation, des fins mercantiles, du besoin, de travail. des malheurs de la multitude, exploitation qui constitue le fondement même de l'économie libérale capitaliste. La gauche se propose bien de changer, mais avec des outils inadaptés ! Elle continue. en effet, à composer avec le profit, admettant qu'il reste indispensable à la formation des revenus dans un système dont elle se garde de mettre en question les structures fondamentales : le système des prix, la nature et le rôle de la monnaie le lien entre les revenus salariaux et la durée de l'emploi, entre les revenus et le niveau des prix, entre les prix et les coûts.

Par le biais du marché, la production s'ordonne ainsi plus pour satisfaire les besoins de luxe et de puissance des nantis que pour satisfaire les besoins élémentaires des défavorisés. Détournée de son rôle. la production n'est qu'un simple maillon dans la formation du capital. Tout devient alors prétexte « à faire de l'argent » : gaspillages, productions inutiles et nuisibles. Au nom de l'emploi, alibi combien commode, on foule aux pieds les idéaux que défendent écologistes et pacifistes. Au nom de la rentabilité, on massacre la nature. Qu'importe la vie ; c'est l'argent qui compte !

IL Y A URGENCE

Nous commençons à payer le prix des inévitables excès et dérèglements de la société libérale.

Ayant détruit, massacré, pollué, semé d'innombrables maladies, souillé la nature, empoisonné nos aliments, la civilisation industrielle périra de ce gigantisme qu'elle a engendré. Elle disparaîtra sous la masse indéfiniment croissante de ses nuisances et de ses propres déchets.

C'est vers un butoir que nous nous précipitons tête baissée pour nous y fracasser ; non pas le butoir de la pénurie annoncée par le Club de Rome, mais le butoir marquant la limite d'adaptation de l'être humain au gigantisme imposé par la société de l'argent.

« L'utopie ou la mort », titrait hier René Dumont. Si, aujourd'hui, une révolution économique apparaît utopique aux yeux des grands-pères de l'argent et du profit, le mouvement écologique entend bien en faire, demain, une réalité, grâce au groupe de pression qu'il représente.

Il nous faut rassembler toutes les victimes de la « règle du jeu » : possédants, paysans, cadres âgés, jeunes à la recherche d'un revenu, chômeurs, expropriés, expulsés, accidentés de la route et du travail, armée des assistés sociaux que l'on assassine à petit feu et tous ceux qui s'estiment en proie à l'insécurité permanente, en un groupe de pression unique dont la mission consistera à préparer les voies de cette révolution économique.

La nouvelle société à naître n'est ni la société de l'An 2000 ni même celle de l'horizon 85. Elle devrait pouvoir s'établir, avec cadre institutionnel, économique, au terme d'une période de préparation, d'information et de rodage n'excédant pas six mois, c'est-à-dire dès demain.

Pris au piège des nuisances et des mille problèmes qui, déjà, s'abattent en avalanche sur nos destins, ce n'est ni dans un siècle, ni dans dix ans, qu'il convient de les prendre à bras-le-corps, mais tout de suite.

Cette civilisation va vers son anéantissement, à moins d'un sursaut de conscience qui extirperait l'aiguillon de ce corps gangrené et disciplinerait l'abondance pour la mettre au service d'une politique d'allègement de la tâche de chacun, au profit des activités libres et bénévoles pour tous.

A LA RECHERCHE DE SOLUTIONS NOVATRICES

« Toutes les conditions sont réunies pour que l'homme, grâce à l'apport de la technique, puisse surmonter les obstacles qui l'ont empêché, pendant des siècles, de vivre autrement que dans la crainte du lendemain. Seuls des imaginatifs peuvent contribuer à construire les structures souples qui sont aujourd'hui désirables », écrivait Louis ARMAND (1). De tels appels formulés depuis une quinzaine d'années n'ont guère, apparemment du moins, infléchi la pensée conservatrice vers la recherche de solutions vraiment novatrices, c'est-à-dire économiquement révolutionnaires.

La rançon de l'industrialisation pour le profit.

On aurait tort d'attendre l'écroulement de notre système économique par un accroissement du chômage, une aggravation des pénuries ou même par des crises de production que les techniques monotones, l'ouverture de débouchés étatisés dans le domaine de l'armement, du spatial, des grands travaux, de l'aide extérieure, des gaspillages, trouvent encore le moyen de masquer.

Quant aux attaques visant le profit capitaliste sans mettre en cause la règle du jeu elle-même, attaque menée par les syndicats et les partis de gauche elles ne débouchent jamais nue dans les culs-de-sacs du reformisme, dans le bricolage fiscal. Ni les uns ni les autres n'ignorent, en effet, qu'une partie des travailleurs dont ils défendent les intérêts, vit de l'investissement des profits non consommés et des industries de luxe et que toute la fiscalité pesant sur les entreprises se répercute, à travers les prix, sur les consommateurs à revenus fixes.

Sur le plan humain, la règle du jeu des institutions capitalistes est à condamner : elle encourage ou stimule les gaspillages, elle est source d'injustices et de guerres implacables, elle confère un visa de rentabilité à des activités amorales, elle exploite le besoin, la faiblesse, les malheurs, la crédulité et même tous ces actes au rang d'exploits récompensés par le profit.

Chacun doit être convaincu qu'il n'est à attendre de nos institutions économiques actuelles qu'une dégradation accélérée de notre environnement, l'insécurité pour tous les biens, une constante menace sur la vie en général.

C'est ce réflexe humain de conservation de la vie auquel il faut faire appel, les faits se chargent de témoigner qu'il n'est d'autre issue qu'une révolution économique pour échapper à des dangers dont la source se situe au niveau d'institutions économiques qui font de l'homme un loup pour l'homme et un destructeur de la nature.

LA NECESSITE D'UNE MONNAIE NON CIRCULANTE

Toutes les fois qu'une crise économique vient frapper d'habitude des populations laborieuses incapables de discerner la raison pour laquelle elles doivent, en plein effort et en pleine abondance, subir un dur rationnement, la sauvegarde de la monnaie est présente comme l'argument-clé qu'opposent aux contestataires les hommes du Pouvoir.

Le propre d'une monnaie circulante est bien sûr... de circuler. Les choses se compliquent du fait que cette circulation doit être entretenue par tous les moyens puisque, de cette circulation qui va d'un « support » à un autre, dépend la formation des revenus. Les niveaux de vie, l'écoulement des produits, les offres d'emploi, la production des biens et services, l'entretien et l'expansion des outillages, tout en dépend par conséquent.

Or, cette circulation demeure livrée aux caprices de circonstances assez souvent étrangères aux processus de production (disposition du marché des consommateurs, fréquence des vols, transactions occultes, héritages, jeux, fiscalité, parafiscalité, etc...). Elle est surtout affectée par des crises de production responsables de l'effondrement des prix et des profits.

Les avatars de l'économie sont ainsi les effets du caractère circulant de la monnaie, de cette pratique selon laquelle, pour former son revenu, chacun doit attendre d'un autre qu'il se dessaisisse d'une partie du sien. Autour du flux monétaire gravitent les activités utiles, inutiles ou nuisibles, morales ou immorales, créatrices ou destructrices.

LES SOLUTIONS PROPOSEES

Marx a cru résoudre la question en imaginant un communisme sans prix ni monnaie, relevant de l'infantilisme. E. Bellamy a su faire preuve de plus de discernement en découvrant qu'il fallait simplement ériger la monnaie son caractère ambulateur pour en faire un instrument au service exclusif de la consommation, en attribuant à chacun des droits à consommer non transférables d'un individu à l'autre. Les niveaux de vie deviennent, de cette façon, directement dépendants du volume atteint par une production libérée de ses gaspillages, de son malthusianisme, de ses freins financiers, reconverti à

La rançon de l'industrialisation pour le profit.

des fins utiles, au lieu de dépendre de l'aptitude à circuler d'une certaine masse monétaire. Analysant les conséquences des progrès techniques foudroyants des dernières décennies, constatant que, pour la première fois dans l'histoire, la production croissait en même temps que le chômage, Jacques Duboin comprit que la seule façon de procurer aux hommes libérés par la machine, le pouvoir d'achat qui leur est dû, était de s'engager dans cette même voie. Nous sommes riches collectivement d'énergie, riches terres fécondes, d'outillages, de cerveaux et de bras. Nous parvenons au seuil d'une civilisation exaltante préparée par des générations de techniciens, d'inventeurs, de prospecteurs opiniâtres et de travailleurs obscurs qui, les uns et les autres, se sont associés à travers les continents, par dessus les frontières et les idéologies. De cette civilisation humaine enfantée dans le besoin et dans la peine, nous avons demain, libérés de nos chaînes, à récolter les bienfaits. C'est pourquoi, un demi-siècle après Bellamy, J. Duboin engageait le combat pour l'Economie Distributive.

CONSEQUENCES D'UNE MONNAIE DISTRIBUTIVE

Le modèle proposé sous ce nom procure (voir p. 16) :

- la sécurité du revenu pour tous, quelle que soit la conjoncture en matière de débouchés et d'emploi ; y compris pour les agriculteurs ;
- la suppression des impôts, des assurances, des caisses de retraite, de la bureaucratie de la Sécurité Sociale, des services financiers des entreprises, de la publicité obsessionnelle, de l'endettement, de l'usure, des agios, des aléas de la Bourse ;
- le statut d'individu à part entière pour les femmes au foyer, les étudiants, les chômeurs involontaires et les retraités, qui perdraient tous leur revenu personnel ;
- la réduction de la durée du travail, la possibilité de travail « à la carte » grâce à la suppression de millions d'emplois antérieurement consacrés à faire circuler l'argent en poussant la consommation jusqu'à l'absurde ;
- la réduction des délais de stockage, la solution complète du problème des excédents de production, et ainsi la possibilité d'aide réelle au Tiers-Monde ;
- la baisse des prix, et même la gratuité immédiate pour les produits et services non susceptibles de devoir être rationnés par un prix ;
- l'atténuation des gaspillages, l'allongement des durées d'usage, l'essor des inventions, la diffusion large et rapide des découvertes ;
- la recherche de l'équilibre écologique, d'une production agricole saine, la lutte contre les pollutions, la défense de l'environnement ;
- la fin de la délinquance, des crimes crapuleux et de la violence, l'humanisation des rapports sociaux débarrassés de la rivalité et de l'appât du gain ;
- l'allègement des fatigues inutiles, la gratuité des soins médicaux, le développement de la médecine préventive ;

- le libre accès de tous à la culture, à l'information, aux sports et aux loisirs.

Un ordre de valeur fondé sur d'autres critères que la recherche d'un profit monétaire ne peut qu'améliorer le climat social, et familial, moraliser les activités, apprendre les vertus de l'entraide et contribuer ainsi à l'épanouissement de tout être humain.

Modèle pour une société à la fois socialiste, libérale et communautaire, l'utopie d'E. Bellamy, conçue il y a plus d'un siècle, reste la plus attachante et son adaptation à notre époque ne soulève guère de problème. Et, comme l'a montré J. Duboin, elle apporte la solution quasi-immédiate aux crises qui préoccupent les Etats : prix, chômage, désordres monétaires, gaspillages, destruction des équilibres, insécurité et conflits.

(1) L. ARMAND et M. DRANCOURT, dans « Plaidoyer pour l'avenir ».